

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde



**GUEANT, SARKO, LE PEN
et leur programme : « DEGAGE » !**



Grève des facteurs et factrices de Pessac

Philippe Poutou :

« Un ouvrier, c'est là pour fermer sa gueule »



Lisez la presse anticapitaliste...

Abonnez-vous

à **TOUT EST A NOUS !**

L'HEBDO



Le nombre d'abonné-es est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdo seul ou à l'hebdo couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdo et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdo à moins d'1 euro et la revue à 3 euros...

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

LA REVUE MENSUELLE



Pour s'abonner avec paiement par chèque, photocopier et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site www.npa2009.org. Il est également possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo <i>Tout est à nous</i>	28 €	56 €
<i>Tout est à nous</i> et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____

Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N°: _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Abonnez-vous

à **ANTICAPITALISTES !**

le mensuel du NPA 33

ANTICAPITALISTES !

directeur de publication : **Jean-Louis Danflous**

CPPA : 1014 P 11511 ISSN : en cours

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

Tarifs d'abonnement : 11 € (11 n° auprès des comités)

15 € (11 n° + frais d'envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova

Nom : _____

Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N°: _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Sommaire

NPA en campagne p. 4 à 6

- Un ouvrier c'est là pour fermer sa gueule
- Le protectionnisme, une arme contre les travailleurs
- *Communiqué NPA 33* : Solidarité avec la lutte de la population grecque
- François Hollande et la finance...

Nos vies, pas leurs profits p. 7 et 8

- Grève des factrices et facteurs de Pessac
- Monnaie de Pessac : pas les mêmes valeurs !
- Dassault : NAO 2012, année du flouze ?
- Cofinoga : résister à la machine à licencié

Politique locale p. 9

- Meeting unitaire : Dette, le casse du siècle
- Seule alternative pour les élus : faire payer la population ou les banques

Education p. 10 et 11

- Plan social de casse du service public
- Ça bouge à Cenon
- On se mobilise... tous ensemble !
- RASED supprimé à Barbey
- Camus se gèle

Contre l'extrême-droite p. 12 et 13

- Manif unitaire contre le Bloc identitaire
- Décryptage de l'extrême-droite bordelaise
- 24 mars, contre les anti IVG, on ne lâche rien
- Lettre de soutien à Naïma Charaï

Internationalisme p. 14 et 15

- Communiqué de soutien à G.I. Abdallah
- Juppé et « la politique arabe de la France »
- A lire : *Chroniques de Jérusalem*
- Brève : Woerth dépayse...

A lire p. 16

- *Octobre Noir* et *Dans l'ombre de Charonne*

Édito

Sarko, Le Pen, Guéant et leur programme : « dégage » !

« En parlant de civilisations « qui ne se valent pas », Guéant nous renvoie 130 ans en arrière, quand un certain Jules Ferry déclarait : « la mission des races supérieures est de civiliser les races inférieures ». C'est de la même veine que Sarkozy déclarant que « les peuples africains ne sont pas assez entrés dans l'Histoire » ou Le Pen parlant de « l'inégalité des races ». [...] Le capitalisme en crise de putréfaction ne fait que libérer les pires relents des idéologies rétrogrades. [...] Nous sommes frères et sœurs de toutes celles et tous ceux qui, partout, résistent à l'écrasement et cherchent les chemins de l'émancipation. Ensemble, nous rejetons les Guéant et leur civilisation du fric, du mépris raciste, de répression. Le choc qui menace l'avenir de l'humanité entière, c'est le choc de la classe apatride des pwofiteurs sans manman contre les peuples, qu'ils saignent comme en Grèce. Guéant dégage ! » disait un tract diffusé par des militants martiniquais protestant contre sa venue, le 11 février dernier, l'obligeant à passer par une porte dérobée.

Derrière les provocations, c'est une guerre pour faire payer les pauvres qui est engagée, en France comme en Grèce, au Portugal, au Maroc, en Allemagne... ou dans « l'outremer ».

La surenchère à laquelle se livrent droite et extrême-droite à l'occasion de la présidentielle en est l'expression, comme la promesse du président-candidat d'un référendum contre les chômeurs. A l'heure de l'explosion des licenciements pour préserver les dividendes, des suppressions de postes par milliers dans l'Education, de la surexploitation de ceux qui ont encore un emploi, les victimes deviennent l'« ennemi public » !

Face à cela, Hollande reste de marbre. Entre ses bons mots à Sarkozy lors du dîner du CRIF (Conseil Représentatif des Institutions juives de France), un repas mondain avec BHL, un autre avec Johnny... il soigne son image d'homme d'Etat qui ratisse large... et botte en touche à propos de Guéant et du député Letchimy, expliquant qu'il y a « mieux à faire que de voir l'Assemblée nationale ainsi animée »... Et alors que droite et extrême-droite visent les populations immigrées, Hollande en appelle à une « immigration intelligente » et « sécurisée »... tout un programme.

Le pouvoir cherche à diviser, paralyser, faire taire les classes populaires, le monde du travail. Tandis que les uns prêchent la résignation nous expliquant sans rire que nous aurions jusque-là vécu « au-dessus de nos moyens », les autres s'en prennent aux grévistes de l'aviation, aux militants du Droit au logement, aux enseignants, tous ceux qui refusent la logique du capital.

C'est cette révolte, cette voix anticapitaliste que nous voulons faire entendre avec la candidature de Philippe Poutou. A l'heure où Total fait 12 milliards de profits, dont la moitié distribuée en dividendes aux actionnaires, la question est plus que jamais : qui décide et dirige la société et pour le compte de qui ?

9 MESURES CHOC POUR SORTIR DE LA CRISE



Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org

www.npa33.org

Anticapitalistes ! n° 25 - février 2012 - 3

NPA en campagne

Un ouvrier c'est là pour fermer sa gueule !

Voilà pour le titre, le ton est donné. Dans un style clair et direct, Philippe Poutou, le candidat du Nouveau parti anticapitaliste dénonce, dans ce petit livre de 45 pages, tout le mépris social qu'ont nos dirigeants, nos élites envers les opprimés, ceux qui ne font pas partie de leur univers.

Il se présente tout d'abord, comme « *le candidat inconnu de la prochaine élection présidentielle, le candidat invisible* », reprenant ainsi les termes utilisés par les médias surpris de voir débarquer un ouvrier dans une élection considérée comme la plus importante de nos institutions, et réservée jusqu'alors aux professionnels de la politique. Il y avait pourtant eu auparavant les candidatures d'Arlette Laguiller et d'Olivier Besancenot, mais eux, bien que non professionnels de la politique, avaient cependant une certaine légitimité, ils faisaient partie des instances dirigeantes de leur parti. Philippe Poutou cumule deux « handicaps » celui d'être inconnu et celui

de ne même pas faire partie de la direction du NPA.

Pourtant quoi de plus légitime, dans un système démocratique, que de se faire représenter par un individu, ouvrier d'usine, qui partage les conditions de vie et les préoccupations de la majorité de la population ?

En neuf chapitres, l'auteur nous montre à quel point il est nécessaire de s'organiser afin que nous ne laissons plus les autres décider à notre place.

Non, les choix politiques, tout comme les choix économiques, ne sont pas l'affaire de spécialistes. Nous, salariés, précaires, sans emplois, jeunes... avons notre mot à dire. Nous devons, comme l'écrit Philippe Poutou, nous inviter au « *banquet des politiciens professionnels* ». A tous ceux qui nous font miroiter des lendemains qui chantent, en nous imposant des plans



d'austérités drastiques, dans lesquels ne subsisteront plus que quelques miettes de nos acquis sociaux, de nos services publics, nous disons que c'est à eux de payer leur crise. Nous devons résister comme l'ont fait les peuples en Tunisie, en Egypte, en Libye, en Grèce. Imposons un nouvel ordre mondial, solidaire, dans lequel les opprimés retrouveront leur dignité.

Comme le disent les indignés américains

ce n'est pas au 1% des plus riches de prendre des décisions pour les 99% du reste de la population.

C'est donc un livre qui permet de réfléchir sur le sens que nous voulons donner à nos vies. Il est à acheter, à offrir, à faire circuler et à discuter.

Béatrice

**Livre disponible
auprès des militants,
en librairie à partir
du 7 mars.**

Editions Textuel 5 €



En meeting à Marseille, le 27 janvier - Photothèque Rouge / Romain Hingant

Le protectionnisme, une arme contre les travailleurs

Alors que la récession s'installe de nouveau en Europe, on voit fleurir les discours vantant le « *produire en France* ». Pour Sarkozy, « *le premier problème économique de la France porte un nom : la délocalisation [...] il faut à tout prix garantir la perte du sang industriel de la France* »... Pour cela, pas d'autre solution que d'« *alléger le coût du travail pour que la France reste une terre de production [...] enlever des charges sur le travail [...] pour les transférer sur d'autres recettes* »...

Sarkozy n'est pas le seul à enfourcher

Face à la crise politique et sociale qui s'aggrave, tous ces postulants à la gestion des affaires voudraient faire croire qu'assurer de bonnes conditions de concurrence à la bourgeoisie « nationale » par la baisse du coût du travail, voire par une protection douanière, permettrait de mettre fin aux délocalisations, assurerait la ré-industrialisation, ferait reculer le chômage...

C'est une foutaise et une hypocrisie. Les délocalisations sont certes responsables de nombreux licenciements,

Les discours protectionnistes, contre les délocalisations, ne servent qu'à tenter de faire accepter de nouvelles réformes réactionnaires qui, comme la « TVA sociale », sont de nouvelles attaques contre les travailleurs, de nouvelles ponctions sur les salaires et la protection sociale, des cadeaux aux patrons.

Nous partageons le combat de tous les travailleurs qui luttent pour conserver leur emploi et s'opposent à la délocalisation de leur entreprise. Mais au-delà, au moment où le gouvernement et le



le vieux canasson du protectionnisme. Pour Bayrou, « *réarmer la France* » sur le plan industriel passe par une « *stratégie [qui] ne peut être basée que sur le produire en France* »... Hollande y est allé de son « *patriotisme économique* », alors que Montebourg s'était fait le champion de la « *démondialisation* ». Mélenchon est lui aussi favorable à un protectionnisme, mais aux frontières de l'Europe. La palme revient bien évidemment aux souverainistes de droite et d'extrême-droite, telle Marine Le Pen qui, poussant la logique jusqu'au bout, n'hésite pas à claronner, au nom d'un « *protectionnisme économique et social* » : « *vous vendez en France, alors vous produisez en France* » !

36 000 en moyenne par an selon une étude de l'INSEE. Mais la plupart des pertes d'emplois proviennent de l'augmentation de la productivité du travail, de 4 % en moyenne par an. En trente ans, les progrès techniques, mais aussi l'aggravation de l'exploitation des travailleurs, ont permis de diviser par trois le temps de travail humain nécessaire pour produire une marchandise. Mais loin de servir à diminuer la charge de travail, ces progrès de la productivité se sont traduits par toujours plus de chômage pour les uns et la surexploitation pour les autres... au grand bonheur des actionnaires qui se partagent les profits.

Medef s'attaquent aux 35 heures, il est plus que temps que les gains de productivité profitent à ceux qui en sont les auteurs, les travailleurs. Il n'y a pas d'autre solution pour assurer à chacun un emploi et un salaire que d'imposer une échelle mobile des heures de travail, la répartition du travail entre tous. C'est ce que défend Philippe Poutou par la revendication de la baisse du temps de travail à 32 heures.

Travailleurs en France, en Grèce ou ailleurs, salariés de Cofinoga, Renault ou Ford, quelle que soit la nationalité des actionnaires, nos intérêts sont les mêmes, nos combats se rejoignent par-dessus les frontières.

Daniel Mimmielle

Solidarité avec la lutte de la population grecque

Nous étions plus de 150 au rassemblement unitaire le mercredi 15 février devant le consulat de Grèce (95 rue Ducau à Bordeaux) pour dire notre entière solidarité avec la lutte de la population grecque.

Ci-dessous, le **communiqué du NPA33** qui y appelait.

La majorité des députés grecs a cédé au diktat des banques, de la BCE, du FMI et de Merkel-Sarkozy en votant de nouvelles mesures d'austérité. Il s'agit de faire payer cher au peuple grec les frais d'une crise dont il n'est en rien responsable. Les 40 députés de gauche et de droite qui ont refusé de se soumettre ont été exclus de leur parti sur le champ.

Ces mesures qui amputent une nouvelle fois les salaires et les retraites sont insupportables !

Elles n'ont qu'un objectif : permettre aux banques de continuer de prélever leur tribu au prix d'une régression sociale brutale qui ne peut qu'aggraver la récession et la crise qui touche tous les peuples d'Europe.

A Athènes, comme dans tout le pays, la colère et la révolte éclatent. Des centaines de milliers de travailleurs, jeunes, retraités, refusent ce nouveau plan d'austérité. Malgré la violence de la police, les gaz lacrymogènes, le peuple grec désavoue ce vote qui l'étrangle. Sa révolte et sa lutte sont les nôtres !



*A chaque époque, les idées dominantes
sont les idées de la classe dominante - Karl Marx*

Démasquons les !

« Dans cette bataille qui s'engage, je vais vous dire qui est mon adversaire, mon véritable adversaire [...]. Cet adversaire, c'est le monde de la finance. » s'enflammait François Hollande lors de son meeting au Bourget le 22 janvier dernier.

A première vue, il peut sembler de bon augure d'entendre le leader socialiste partir en croisade contre les banques. Pourtant, derrière ce réquisitoire apparemment radical contre les méfaits de la mondialisation capitaliste, transparait une rengaine souvent entendue depuis les premiers soubresauts de la crise, et reprise aujourd'hui par la plupart des candidats à l'élection présidentielle. Rengaine basée sur l'idée simple que la finance est responsable de la crise et qu'il est donc urgent de la domestiquer pour éviter qu'elle n'étouffe « l'économie réelle ». Bien sûr, cette conception suppose la coexistence de deux économies « parallèles », l'une réelle chargée d'assurer la production de richesses, l'autre fictive, évoluant hors de la production.

Ainsi, brider la finance permettrait de soutenir les investissements productifs au lieu de nourrir les bulles spéculatives... comme si finalement le capital financier et le capital productif pouvaient vivre l'un sans l'autre, alors qu'ils constituent l'unité essentielle du capital, les deux faces d'une même pièce. Les actions et les obligations, tous ces titres négociables en Bourse, sont des représentations abstraites de capital bien réel. Leur circulation autonome sur les marchés financiers crée simplement l'illusion que l'argent peut faire de l'argent tout seul, indépendamment de la production, « aussi sûrement qu'un poirier porte des poires » (Marx).

Mais en réalité, il est socialement impossible au capital rentier de fructifier, créer de la valeur, sans passer par la production, c'est-à-dire sans prélever une part de la plus-value produite par l'exploitation du travail humain. Le refoulement de cet aspect explique, entre autre, la nature insatiable de la finance, toujours convaincue d'avoir un accès illimité à la fontaine enchantée... comme par enchantement. En fait, il est impossible de domestiquer la finance, nécessairement parasitaire et liée par essence au capitalisme mondialisé. C'est pourquoi notre véritable adversaire n'est pas seulement la finance mais d'abord et avant tout la loi du profit imposée par le capitalisme à la planète entière, loi inflexible qui nécessite de faire suer toujours plus les salariéEs au mépris de leurs besoins fondamentaux et de leurs droits sociaux.

Patrick Chaudon

Nos vies, pas leurs profits

Grève des factrices et facteurs de Pessac

A l'heure où nous écrivons, les factrices et facteurs de Pessac en sont à leur 7^{ème} jour de grève à l'appel de CGT, SUD et FO.

Comme ceux de Lormont, de Gujan-Mestras et Biganos il y a quelques semaines, ceux de Nanterre, Vanves et Malakoff en ce moment, ils refusent la réorganisation que la Poste veut leur imposer. Une réorganisation permanente, baptisée « Facteur d'avenir » (!), avec révision tous les 18 mois, bureau après bureau pour tenter d'éviter les réactions collectives.

A Pessac, trois tournées sont en jeu, et autant d'emplois, aujourd'hui pourvus par

des CDD. Pour le « justifier », le directeur d'établissement répète son discours en boucle : le trafic serait en baisse, la mécanisation du nouveau centre de tri de Cestas allégerait une partie du travail... Sauf que 2843 nouveaux logements vont être livrés à Pessac d'ici fin 2012, avec autant de boîtes à lettres en plus, chiffres que les facteurs ont récupérés à la mairie. Et déjà des tournées ne peuvent être faites dans le temps imparti et le service rendu diminue. Les facteurs, qui sont souvent un lien précieux pour les personnes isolées, âgées ou malades, voient non seulement leurs conditions de travail se dégrader mais aussi leur rôle social. Et il est inaccepta-

ble et révoltant que les progrès technologiques, la mécanisation, soient utilisés contre les salariés et les usagers au lieu de profiter à tous.

Pour faire connaître leur mouvement, appeler l'opinion publique à soutenir leur combat, les facteurs étaient sur le marché de Pessac dimanche 17, avec le soutien de militants de SUD PTT, de l'UL CGT ou du NPA. Ils ont reçu nombre d'encouragements (il y avait parfois la queue pour signer la pétition) mais aussi de témoignages de salariés d'autres secteurs en proie à une même logique : enseignants ou Rased, collègues de France Telecom, etc. Avec dans les échanges un sentiment partagé : le besoin d'unifier les luttes et les résistances, de préparer une mobilisation générale.

Si dès le début du mouvement les élus municipaux NPA et PCF ont apporté leur soutien, il a fallu plusieurs délégations pour obtenir celui du député Rousset et du maire de la commune qui ont finalement fait savoir qu'ils contestaient le « diagnostic » de la direction de la Poste. Les grévistes ont aussi reçu le soutien de différentes sections syndicales, ainsi que du POI, d'EELV... et du candidat à la Présidentielle Philippe Poutou, venu les rencontrer lundi 20 à 14 heures.

Isabelle Ufferte



Monnaie de Pessac

On ne partage pas les mêmes valeurs !

La direction vient de lancer un nouveau plan qu'elle a baptisé, sans rire, « Monnaie aux Ambitions Partagées » (MAP). Comme partout, l'objectif est de faire des « gains de productivité » sur notre dos en profitant des nombreux départs en retraite sur les 3 ans à venir.

Pour tenter de faire passer sa politique, le PDG a utilisé toutes les ficelles du « dialogue social ». Dès le CE de présentation, où manquaient bien sûr les mesures prévues, il a tenté d'obtenir un « diagnostic partagé » avec les syndicats... sans succès. Lors du CE suivant, on apprenait que son objectif est le non remplacement de départ en retraite de près d'un agent sur deux... bien dans la ligne du gouvernement !

Pour brouiller les choses, le PDG évoque aussi d'hypothétiques activités nouvelles, comme le redémarrage du cuivrage, fermé depuis 2002 par son prédécesseur. Il prétend même qu'il n'y aura pas de pertes d'effectifs ! Sauf que les tableaux ne parlent même pas d'embauches en CDI et ces fameux nouveaux emplois pouront très bien être des intérimaires ou des CDD, à l'image d'un

nouvel atelier qui vient d'ouvrir pour la dénaturation des pièces, avec essentiellement des salariés précaires.

Au CE, tous les syndicats ouvriers ont voté contre ce plan. Mais qu'importe, le patron tente maintenant d'associer l'ensemble du personnel à sa politique... mais sans plus de succès ! La direction vient ainsi de convoquer chaque atelier pour présenter ses « groupes de travail »... et chaque réunion a été l'occasion de dénoncer la dégradation des conditions de travail, les bénéfices qui se portent bien, etc. Comme le résumait un collègue, « le MAP, c'est Merci au Patron » !

L'idée d'imposer des embauches fait son chemin. Depuis le début de l'année, il y a entre 10 et 15 intérimaires sur un effectif de 70 opérateurs en production. En même temps, la direction cherche à déplacer en permanence les salariés pour boucher les trous de plus en plus nombreux... Ras-le-bol, il faut de vraies embauches !

Laurent Delage

Nos vies, pas leurs profits

Dassault Mérignac et Martignas

NAO 2012, l'année du flouze ?

Chez Dassault plus qu'ailleurs, on peut dire que les augmentations de salaires sont inversement proportionnelles aux profits réalisés chaque année. Une trésorerie de trois milliards et 395 millions d'euros de profits en 2010 rendent encore plus ridicules les 1% qui nous sont réservés cette année. C'est ce qui explique le mécontentement qui s'est exprimé ces dernières années dans des sites différents à chaque fois.

La nouveauté cette année, c'est que la CGT n'est plus seule à tenter d'organiser la riposte contre la baisse du pouvoir d'achat. Toutes les organisations syndicales de la boîte, à majorité de cadres, ont refusé de signer pour 1,2%.

Les nouvelles règles de représentativité, un renforcement de la CGT dans les ateliers, un ras-le bol de la maîtrise chargée de distribuer les miettes des augmentations individuelles : les raisons sont

multiples qui expliquent ce radicalisme soudain, face à une direction qui obtenait encore il y a deux ans une signature à 0% avec des profits faramineux...

Des actions ont donc lieu dans tous les sites (en Gironde et aussi à Argenteuil, Biarritz, Argonay, Poitiers...) à l'appel de l'intersyndicale, pour obtenir « *la réouverture des négociations* ». Le mouvement est pas mal suivi mais nos actions restent symboliques et l'on se rend compte après un mois de débrayage et autres barbecues, blocage de portail, décoration d'avions de jardin avec du PQ (un véritable sacrilège) que la direction ne se laissera pas attendrir sans que la production soit impactée.

Deux problèmes se posent à nous aujourd'hui :

Sachant que les revendications des diverses catégories de personnel ne se rejoignent pas naturellement, peut-on

mettre en avant une revendication commune et « crédible » pour renforcer le mouvement ?

Avons-nous la force d'entamer un véritable bras de fer avec la direction, de franchir un pas dans l'unité qui affirmerait une solidarité entre les différentes catégories en adoptant au-delà d'un pourcentage, une somme minimum à obtenir par tous, toutes catégories confondues ?

Ces questions, qui ne sont pas à ce jour discutées dans l'intersyndicale, font débat parmi le personnel mobilisé, mais aussi chez des non-grévistes échaudés lors de conflits précédents par les signatures au rabais de syndicats qui affirment aujourd'hui qu'il « *faut se mobiliser face à des propositions insuffisantes...* ».

Correspondant NPA

Cofinoga Mérignac

Résister à la machine à licencié

Nous avons rencontré quatre militants CGT de Cofinoga confrontés avec leurs collègues à un « Plan de Sauvegarde de l'Emploi ». Sur 2500 salariés, ce sont près de 470 suppressions qui sont annoncées (397 à Mérignac, plus de 40 à Paris, et une vingtaine dans des antennes locales).

Ils évoquent les dernières années fastes de ce groupe financier avec l'explosion des crédits à la consommation : « *les crédits 'révolving' représentaient jusqu'à 78% du chiffre d'affaires* ». Pour les salariés, il n'y a jamais eu grand-chose en retour, et le boulot est dur, notamment « *les journées au téléphone* », entre relances et négociations auprès de clients souvent pris à la gorge. Les camarades de la CGT font remarquer d'ailleurs que « *le PSE ne touche pas ces postes, les 'postes commerciales', ceux qui sont au contact des clients* ».

Pour la BNP, Cofinoga était un gâteau intéressant, au point de s'en emparer en 2005 par une « *OPA sympathique* », propos que rappelle, moqueur, un des délégués. La presse parlait de « *pépite* » pour ce groupe qui gérait alors plus de 10 milliards de prêts, faisait 120 millions de bénéfices. La BNP qui venait d'acquérir Cetelem en 1999 renforçait sa domination dans le secteur... et se donnait les moyens de le restructurer. C'est bien cela qui a commencé, et « *depuis 2009, 250 emplois ont déjà été supprimés, avec les fins de CDD, les départs non remplacés...* ».

Evidemment, la direction évoque la crise, la loi Lagarde (appliquée depuis juillet 2011, qui encadre un peu ces crédits), mais la vraie raison est simple : en restructurant, « *la BNP veut faire une économie de 100 millions* ». La BNP ose évoquer une baisse de ses bénéfices : seulement 6 milliards en 2011, contre 8 milliards en 2010. Cette annonce a renforcé encore la colère de nombreux salariés, car le maintien de tous les emplois ne représenterait qu'une petite partie de ces profits.

A l'annonce du PSE, c'est d'abord la stupeur qui a pris le dessus. La machine infernale s'enclenche, distillant le doute et la division. Les militants CGT se disent prêts à discuter de « *reclassements locaux au sein de la BNP* », mais tout le monde voit bien que l'ampleur du plan laissera du monde sur le carreau. Le 20 janvier, à leur appel, et alors que l'intersyndicale majoritaire (CFDT-CFTC-CGC) s'était publiquement prononcée contre, 200 salariés ont débrayé pour dire leur désaccord. Un événement à Cofinoga. Le seul moyen pour résister au PSE. Plus largement, c'est bien la question d'un mouvement d'ensemble pour l'interdiction des licenciements qui est posée, avec ceux de Sea-France, de Petroplus, de Lejaby...

François Minvielle

Meeting unitaire Dette publique, le casse du siècle

Entre 400 et 500 personnes, le jeudi 16 février à Bordeaux, c'est un succès pour le Collectif Girondin pour un Audit Citoyen de la dette publique, qui avait organisé la réunion en trois temps : deux premières interventions de Gérard Filoche (inspecteur du travail, PS) et Jean-Marie Harribey (économiste, ancien co-président d'Attac), puis des syndicats (CGT, FSU, SUD Santé-Sociaux), et enfin des partis (NPA, EE-LV et FdG).

Gérard Filoche s'est attaché à démontrer quelques poncifs, « on dépense trop », « il ne faut pas vivre au-dessus de nos moyens », « on ne peut pas laisser une telle dette aux générations futures », etc. prenant le contrepied d'une vérité officielle qui assomme la population pour imposer le détournement massif d'argent vers les coffres des banques. Mêlant sérieux et humour, il nous a aussi amusé par son insistance à prétendre que la droite était seule responsable de la situation...

Jean-Marie Harribey a insisté sur le caractère unique de cette « crise majeure du capitalisme lui-même » et pas seulement de la finance, qui implique que les réponses que nous apportons ne peuvent pas être simplement conjoncturelles. Ainsi, dans « le panorama de quelques débats soulevés par la question de l'audit » qu'il a présenté, il a

souligné celui sur le statut des banques : faut-il simplement renforcer un pôle public bancaire ? ou « socialiser complètement les banques pour reprendre le contrôle de l'outil monétaire » ?

Les représentants syndicaux ont commencé à poser le problème du syndicalisme face à une telle crise qui ne laisse plus de grain à moudre. Ne faudrait-il pas revenir à des discussions sur la remise en cause même du capitalisme, posait le camarade de Sud, indiquant que « l'abolition du salariat a disparu des statuts de tous les syndicats » ?

Le débat s'est poursuivi entre les partis, Christine Héraud, pour le NPA, défendant « l'annulation complète de la dette, entièrement illégitime » (quand G. Filoche la saucissonnait en trois parties « légitime, illégitime et odieuse »), et la perspective de « l'expropriation des banques dans un monopole public sous contrôle de la population ». Du coup, Nicolas Béniès (FdG) a défendu

« la nationalisation des banques »... puis se rappelant de son programme *L'Humain d'abord*, il est revenu vers un « pôle public renforcé » exigeant que « la BCE prenne le relais » pour assurer le crédit aux Etats. Différences aussi sur les moyens pour y arriver, la camarade du NPA insistant sur la question du pouvoir, « qui décide ? les travailleurs ou les actionnaires ? », comment imposer « la mise hors d'état de nuire de la finance » sans les mobilisations massives de la population comme en Grèce ? C'est là aussi où réside le succès de la soirée : poser les éléments du débat soulevés par l'audit, entendre les arguments des uns et des autres. Comme l'a souligné l'intervenant du Front de Gauche, il faut aussi se féliciter de la mise en place d'un cadre commun réunissant associations, syndicats et partis, pour discuter et agir.

F. M.



Seule alternative pour les élus : faire payer la population ou les banques

Lors du dernier conseil municipal de Pessac, le maire a annoncé que sur les 10,4 millions d'emprunts inscrits au budget, la municipalité n'en a obtenu qu'entre 4 et 5... alors que Pessac est une des villes les moins endettées du pays. La conséquence immédiate est le report sine die de la salle de sports multi-événements, projet phare du maire... mais rien ne dit que la diète n'ira pas au-delà.

A l'échelle du pays, l'Association des maires de France estime qu'il manque 10 milliards d'euros sur les 16 à 18 milliards d'emprunts initialement prévus.

Les banques ne prêtent plus aux collectivités. Elles les ont pourtant, jusqu'à peu, inondées d'emprunts « à risques » indexés sur le yen, le franc suisse ou des indices obscurs, profitant de la crédulité ou de l'absence de scrupules d'élus... Ce jeu de poker menteur est allé à son terme, participant de l'emballement de la crise. Les collectivités sont aujourd'hui prises à la gorge avec pour beaucoup des intérêts monstrueux qui remettent en cause l'ensemble des budgets sociaux, et pour toutes un « assèchement » du crédit qui les paralyse puisque les banques, en panne de « liquidités » et tout autant de confiance, ne prêtent qu'à minima.

Le maire de Pessac a lancé un « appel à la raison » des banques... Comme si cette raison pouvait être autre que celle du profit, quel qu'en soit le coût social. Les pérégrinations de Dexia, privatisée par Chirac en 1987 et introduite sur le marché par Rocard en 1991, l'illustre au-delà du nécessaire : ses montages financiers et emprunts « toxiques » laissent une ardoise insoutenable aux populations... mais ont rempli les poches de ses anciens actionnaires en tout bien tout honneur !

Face à l'emballement de la crise, à la politique menée contre les peuples comme en Grèce, laboratoire des capitalistes, il y a urgence. C'est à la population, au monde du travail, de prendre les affaires en main, non seulement en exerçant leur pression sur les élus chaque fois que c'est possible, mais en s'organisant pour imposer leurs priorités par leur propre mobilisation et organisation.

C'est ce que nous portons dans les conseils municipaux, comme tous ceux qui au quotidien dans les quartiers, les entreprises, essaient d'aider au débat démocratique, à l'organisation et à l'unité des luttes et des résistances, seule politique « raisonnable ».

Isabelle Ufferte, élue NPA Pessac

Education : plan social et casse orchestrée du service public

Les attaques contre l'Education, et en particulier la suppression de 16 000 postes à la rentrée prochaine, viennent de prendre un tour très concret dans le département avec les mesures de carte scolaire 2012. Dans le primaire, comme dans le secondaire, pour un nombre d'élèves en augmentation, c'est partout le recul des moyens. La diminution globale des heures d'enseignement dans les collèges et les lycées va se traduire par de nouveaux reculs : suppressions de postes et effectifs alourdis...

Mais c'est dans les écoles que les coups portés sont les plus lourds. Alors qu'un millier d'élèves supplémentaires sont attendus, l'Inspecteur d'académie a reçu du Ministère l'injonction de « rendre » 20 postes. Et pour créer 70 postes qui répondront en partie à l'augmentation des effectifs (largement insuffisant ! Les syndicats en revendiquent 300) il a taillé dans le vif... des RASED ! 87 postes de RASED sur 134 sont supprimés... c'est la

liquidation du réseau d'aide spécialisé aux enfants en difficulté.

Le RASED, nous en avons déjà parlé en 2009 : c'est à ce moment qu'a commencé son démantèlement. L'IA avait déjà taillé dans le vif, mais pour mieux faire passer l'attaque, il avait transformé certains de ces postes en postes « surnuméraires » dans les écoles... supprimés dès l'année suivante. La suppression des RASED répond à la politique d'économie du gouvernement mais c'est sur-

tout une mesure de tri social qui touche d'abord et avant tout les enfants des classes populaires : 4 postes sur 6 supprimés sur les communes de Cenon et Lormont... Mais ce sont, dans l'ensemble, tous les quartiers populaires et ruraux de ZEP qui perdent leur RASED.

Ces mesures annoncent une rentrée catastrophique (du jamais vu !) que refusent parents et enseignants. La mobilisation s'organise.

Christine Héraud



Le bateau coule à l'école Albert Camus à Lormont : plus de RASED !

Ça bouge à Cenon !

A Cenon, le RASED sera quasiment liquidé à la rentrée prochaine : 4 postes sur 6 sont supprimés. Les besoins d'aide spécialisée sont pourtant particulièrement importants sur la commune. Dans certaines écoles, plus du quart des enfants sont pris en charge par le RASED et les parents s'inquiètent de ce qu'ils vivent comme un abandon, comme une véritable mesure de mépris vis-à-vis des classes populaires. Le sentiment de gâchis est d'autant plus grand qu'au mois de mars, dans le cadre de la rénovation du groupe scolaire Cassagne-Jean Jaurès, doit ouvrir un bâtiment neuf entièrement consacré au RASED. A la rentrée prochaine, le poste G (rééducateur) sera à nouveau vacant, le poste E (pédagogique) est supprimé. Le psychologue s'y retrouvera... seul !

Les parents ne sont pas décidés à laisser faire et ont commencé à s'organiser, avec les enseignants, pour manifester leur colère et tenter de faire reculer le Ministère. Lors du conseil Municipal du 8 février, ils ont investi la salle du conseil, avec leurs banderoles. Le Maire a interrompu la séance pour leur donner la parole, avant qu'une motion de soutien pour sauver le RASED ne soit votée à l'unanimité des élus.

Depuis, les parents ne lèvent pas le pied : vendredi 10, l'école Camille Maumay était occupée ; lundi 13, jour de la grève des enseignants, c'était au tour de trois autres écoles, dont les Cavailles, siège du bureau de l'Inspecteur...

Ch. H.

On se mobilise... tous ensemble !

Les écoles de Gironde, particulièrement touchées par les attaques, se sont rapidement mobilisées pour refuser les suppressions de postes et la liquidation du RASED.

Le 31 janvier, 30 % des écoles se sont mises en grève, profitant d'un appel national à la grève des syndicats du secondaire pour une manifestation à Paris. Malgré le peu de clarté des mots d'ordre syndicaux, et sans véritable appel à la grève, la réponse des enseignants des écoles a montré une très forte détermination à refuser la casse de l'école, que les syndicats avaient sous-estimée.

Puis, partout dans le département, la mobilisation avec les parents s'est organisée et elle a pris de multiples formes : lettres à l'IA et aux élus, pétitions, occupations d'écoles, tractages à la porte des écoles et sur les marchés, nuit des écoles le 3 février... jusqu'à la manifestation du samedi 11 où nous sommes retrouvés près de 2 000 dans les rues de Bordeaux, à l'appel des syndicats, de la FCPE et de nombreuses associations. Un véritable succès qui a donné confiance à de nombreux collègues et parents, pour continuer !

Lundi 13 février, les enseignants des écoles primaires en grève se sont retrouvés devant l'inspection académique de Bordeaux, à l'appel de l'intersyndicale éducation. Ce jour-là, les organisations syndicales (SNUipp-FSU, SEUNSA, SGEN-CFDT, CGT Educ'action) avaient décidé de boycotter

le comité académique qui devait entériner la suppression de 87 postes RASED en Gironde, signant la fin du RASED. Un rassemblement réussi, puisque 500 enseignants, parents et enfants s'étaient massés devant les locaux académiques pour crier leur refus des suppressions de postes, obligeant l'Inspecteur d'académie à sortir pour prendre la parole devant les manifestants.

Après la manifestation du 11 avec les parents, cette journée de mobilisation et de grève a révélé la détermination de tous à refuser une politique de casse systématique du système éducatif.

Le 16 février, les mesures de carte scolaire ont été entérinées par les instances. Il nous faut d'autant plus construire un rapport de force et continuer d'exercer notre pression pour faire reculer le gouvernement. Cela nécessite de renforcer la mobilisation dans les écoles et de regrouper nos forces avec les collègues du secondaire et tous les autres personnels de l'Education nationale. On gagnera tous ensemble !

Christine Héraud, Christophe Otharan



L'inspecteur contraint de venir s'expliquer...

Disparition du RASED à la maternelle Barbey de Bordeaux

Il y a 5 ans, à l'école maternelle Barbey, le RASED était complet, soit un psychologue scolaire, un maître G (rééducateur) et un maître E (aide pédagogique). Il y a 4 ans, le maître E est parti à la retraite et n'a pas été remplacé. Depuis 2 ans, le maître G et le psychologue scolaire ne sont plus qu'à mi-temps. En 3 ans, ce sont les 2/3 du RASED qui ont disparu ! Cela s'est traduit par une diminution du nombre d'enfants en difficultés qui sont aidés, des difficultés qui s'accumulent, des situations d'urgence qui ne sont plus traitées, des familles qui sont orientées vers des psychologues privés, faute d'aide à l'école...

Cette année, une vingtaine d'enfants (1/5 de l'effectif de l'école) ont été aidés par le RASED. A la rentrée prochaine, le maître G ne sera plus sur l'école. Alors que deviendront-ils ? Les enfants en difficulté scolaire souffrent souvent à l'école au point de pouvoir perturber la classe, difficultés nouvelles dans des classes de plus en plus chargées. Bref, l'enseignement pour tous les élèves, à égalité de chances, est de moins en moins possible, et de nombreux enfants restent sur le bord du trottoir. Certains collègues commencent même à se poser la question d'abandonner ce métier car ils sentent bien qu'ils auront du mal à tenir longtemps...

Valérie Pény

Camus se gèle

Le collège Albert Camus d'Eysines aurait, comme beaucoup d'autres collèges de la CUB, bien besoin de quelques (gros) travaux d'isolation. C'est le constat que les enseignants et les élèves font chaque hiver, et surtout ces dernières semaines, lorsque les températures dans certaines salles de classes ont oscillé entre 10 et 14°.

Exaspérés par des conditions de travail particulièrement éprouvantes, les enseignants ont adressé début février une pétition au conseil général, annonçant qu'ils n'hésiteraient pas à exercer leur droit de retrait afin qu'il envisage d'urgence de financer les nécessaires travaux de rénovation.

De leurs côtés, les élèves ont menacé d'organiser un blocus devant l'établissement. Finalement, une vingtaine de radiateurs électriques ont été mis à disposition par le chauffagiste pour chauffer les salles les plus fraîches. Un bricolage de bout de chandelles qui ne peut régler durablement le problème. Les personnels vont donc rester mobilisés pour exiger que le plan de restructuration soit mené à terme par le Conseil général qui, à ce jour, ne prévoit que le remplacement des huisseries d'une partie des bâtiments.

Correspondant

Manifestation contre le Bloc... à l'assaut de l'Échoppe !



La manif du 21 janvier

Nous étions encore une fois 500 pour manifester contre le Bloc identitaire le 28 janvier. Une semaine plus tôt, nous avions protesté et dénoncé la venue de Marine Le Pen, tout en alertant sur l'implantation du Bloc identitaire dans notre ville.

Cette fois-ci, dans une manifestation de nuit pêchue où l'on pouvait retrouver à la fois des drapeaux du FDG, du NPA, ou des Verts... et de nombreux jeunes, nous nous sommes dirigés, vers la Rue Thérésia Cabarrus, où le Bloc identitaire s'est installé. Très encadrés, après avoir été arrêtés aux abords de leur « échoppe », puis parqués par les forces de l'Ordre pendant près d'une heure, la manifestation est repartie en direction de la Place de la Victoire.

Mais la question du local identitaire reste entière !

Ce groupuscule qui a pour stratégie l'implantation locale, et qui joue sur la fibre sentimentalo-régionaliste, reste un parti ancré dans l'extrême-droite la plus radicale et fascisante. Fortement islamophobe et xénophobe, ils ont le projet raciste de constitution d'une « Europe Blanche », certains militants allant jusqu'à renouer avec d'antiques croyances païennes. Par ailleurs leurs idées ethno-différencialistes (néo-racistes) sur les civilisations et les peuples, qui auraient de quoi plaire à Guéant, s'ancrent dans la pensée de la nouvelle droite et de de Benoist. Le discours paraît nouveau, mais quand on creuse un peu, on retrouve les vieilles idées de peuples « purs » et de pseudo symbiose entre race et région.

Nous connaissons le danger que représentent ces idées, alors à nous d'agir... sans attendre !

Viktor

Réunion publique NPA

Dans le cadre de la campagne de Philippe Poutou, le NPA 33 vous invite à débattre.

Face à la montée de l'extrême-droite, de la xénophobie d'Etat, des dérives nationalistes, quelles sont les réponses des anticapitalistes internationalistes ?

vendredi 16 mars à 20h30,
à l'Athénée municipal à Bordeaux

Décryptage de l'extrême-droite bordelaise

C'est qu'à force, il y a de quoi ne plus rien y comprendre. Le Front national est jusqu'à présent en Aquitaine assez peu implanté en termes de militants et reste un parti bourgeois de notables, à l'inverse du versant plus populaire qu'il peut avoir dans d'autres régions. C'est la frange traditionaliste catholique qui est la plus présente, ainsi le FN local s'était majoritairement regroupé derrière Bruno Gollnisch pour la succession de Jean-Marie Le Pen, sous la houlette du leader local Jacques Colombier (ancien conseiller régional).

Les églises traditionalistes ne manquent pas dans la région nous le savons, c'est ainsi qu'en 2002, contre l'avis de nombreux élus et de l'archevêché de Bordeaux, Alain Juppé confie l'église St Eloi à l'abbé Laguérie, traditionaliste proche de St Nicolas du Chardonnet. Malgré de nombreux recours devant le tribunal administratif, allant même jusqu'à une décision du Conseil d'Etat, l'église reste aux mains des intégristes, puis finalement, la hiérarchie catholique se résoudra à accepter cette situation, mettant fin à l'illégalité de l'occupation. Ceci a permis aux traditionalistes de s'implanter plus sérieusement, créant même une école hors contrat, l'école St Projet qui fut dénoncée lors de la fameuse émission des « infiltrés » et qui est aujourd'hui fermée. Les liens entre St Eloi et un groupe d'intégristes bordelais fans de Franco et adeptes de la forma-

tion paramilitaire fut mis en évidence lors de ce reportage. Il s'agissait de Dies Irae (jour de colère), qui fut fondé par Fabrice Sorlin, ancien militant du FN et candidat aux législatives.

Car en effet, le manque de « radicalité » du FN a poussé certains militants à en sortir pour créer des groupes plus radicaux, moins fixés sur les élections et cherchant à s'implanter localement par divers stratagèmes, comme le fait le Bloc Identitaire. D.I. s'est dissous depuis, mais les militants sont toujours présents, certains retournant au FN, d'autres fondant le Renouveau Français, groupe royaliste et contre-révolutionnaire fondé en 2005 par des militants du FNJ et qui s'est créé sur Bordeaux l'année dernière. Mais la majorité est rentrée dans Civitas, groupe catholique traditionaliste qui œuvre pour « la restauration de la royauté sociale de Notre Seigneur Jésus-Christ » (sic) et qui gravite autour de St Eloi.

Voici les bases posées. Mais reste à savoir quelles sont les implications de la Municipalité dans ce tableau et quel est le rôle de ce fameux cabinet d'avocat Rivière dont on a entendu parler ?

La suite au prochain numéro...

Julian

24 mars : face aux intégristes, on ne lâche rien !

Le 24 mars à Bordeaux, ce sera la 4^{ème} récurrence pour l'association intégriste catholique « Oui à la vie », qui organise une marche pour faire interdire l'avortement. Derrière ce nom : une hostilité totale au droit des femmes de disposer de leur corps.

Les mouvements intégristes concentrent leurs efforts sur Bordeaux et Paris, villes où sont organisés de tels rassemblements. Il faut dire qu'ils peuvent compter ici sur des appuis actifs et des réseaux. En effet, lors de « la 3^{ème} marche » en 2011, l'association avait reçu un soutien non dissimulé de l'évêque Ricard, qui quelques jours avant, organisait une messe « pour la vie ».



Cette année, la proximité de la présidentielle a influencé le choix de la date, avec le calcul que cela pourra peser en faveur de la droite la plus réactionnaire, qu'elle soit incarnée par Sarkozy, qui vient de recevoir le ralliement de Boutin, ou par Le Pen.

Face à la réaction, une riposte unitaire dans la rue s'impose dans la continuité des années précédentes. Les organisations féministes et du mouvement social, dont le NPA, préparent une contre-manifestation. Soyons y le plus nombreux-ses possible !

F.M.

Lettre du collectif de soutien à Naïma Charaï

Nous publions ici une lettre de soutien à Naïma Charaï, convoquée par la police suite à la contre-manifestation du 21 mai 2011 et signée par la plupart des organisations, dont le NPA, qui avaient appelé à cette manifestation, ainsi que par de nombreuses personnes à titre individuel.

Lettre ouverte à Monsieur le Procureur de la République

Monsieur le Procureur nous voulons tous être entendu-e-s...

Le 21 mai 2011, les signataires de la présente lettre, regroupés au sein du Collectif Bordelais des Droits des Femmes, ont appelé à une manifestation place de la Comédie pour réaffirmer le droit des femmes à l'avortement.

Ils entendaient ainsi montrer que cette loi, votée en 1975 (il y a plus de 36 ans), ne pouvait, malgré des attaques répétées, être ni contestée, ni remise en question.

Nous dénonçons la convocation de Madame Naïma Charaï, entendue à l'hôtel de police, dans le cadre d'une enquête préalable ouverte par le Parquet de Bordeaux, suite à une plainte déposée par l'association anti-avortement « Oui à la Vie ». Nous tenons à vous faire part de notre indignation de voir Madame Naïma Charaï, seule entendue, alors que simple participante à cette manifestation.

En tant qu'organisateur de cette manifestation,

c'est nous toutes et tous qui devrions être entendu-e-s. Nous affirmons notre soutien et notre solidarité avec Madame Naïma Charaï et nous demandons donc à être aussi entendu-e-s dans le cadre de cette procédure.

Le Collectif regroupe des associations, des organisations politiques, des syndicats dont vous trouverez la liste ci-dessous, mais aussi des personnes, à titre individuel, soucieuses du respect des droits des femmes. Nous lançons un appel aux citoyen-e-s présent-e-s, à titre individuel à cette manifestation, pour qu'ils-elles s'associent à notre démarche et demandent à être aussi entendu-e-s, au même titre que Madame Naïma Charaï.

Veuillez agréer, Monsieur le Procureur, nos salutations distinguées.

Bordeaux le 9 décembre 2011

Internationalisme

Georges Ibrahim Abdallah :

la vérité éclate ... Enfin !

Détenu depuis 28 ans, Georges Abdallah, militant communiste révolutionnaire libanais, le plus ancien prisonnier politique incarcéré en France, vient de bénéficier d'un soutien tardif, et inattendu, celui d'Yves bonnet, ancien directeur de la DST (Direction de la Surveillance du Territoire), et fondateur du CIRET (Centre International de Recherches et d'Etudes sur le Terrorisme).

Dans un interview daté du 28/12 publié sur le site *France 24*, ce haut responsable de l'état français, qui contribua au montage du dossier judiciaire contre Georges Abdallah, se « confesse » en termes qui ne font plus aucun doute sur ce que dit le comité de soutien et l'avocat de Georges Abdallah. depuis déjà longtemps : « *Cette injus-*

tice a assez duré, elle a même dépassé les limites du raisonnable, plus rien ne justifie son incarcération, qu'on le mette dans un avion et qu'on le renvoie chez lui au Liban où les autorités sont disposées à l'accueillir... On s'est conduit comme des voyous, la France n'a pas tenu parole... ».

A l'aune des éléments nouveaux apportés par l'ancien directeur de la DST, c'est l'ensemble de la manipulation étatique dont a été la victime Georges Ibrahim Abdallah qui devrait faire l'objet d'une commission d'enquête.

Pour l'heure, le NPA exige la libération immédiate de Georges Ibrahim Abdallah et prendra sa place dans la campagne démocratique engagée pour sa libération.

Le 3 janvier 2012.

Communiqué du Nouveau Parti Anticapitaliste

Juppé et « la politique arabe de la France »

Parmi les clichés sur le gaullisme, il y a « *la politique arabe de la France* ».

En résumé, de quoi s'agissait-il ? Un soutien permanent à Israël, un refus de toute sanction contre sa politique qui viole en toute impunité les résolutions de l'ONU et diverses conventions internationales, mais l'expression régulière qu'il est désolant que le régime israélien se comporte ainsi, avec vote régulier de résolutions pour dire que ce n'est vraiment pas bien.

Et il faut dire que les féodalités et dictatures des pays arabes n'en demandaient pas plus, elles dont le soutien au peuple palestinien est essentiellement verbal (sur les pays arabes, leurs révolutions et leurs politiques, cf Gilbert Achcar à l'agenda page 15).

La politique Sarkozy a été un tour-

nant, et pour cause. Il a avec Netanyahu les mêmes références et amitiés dans le néoconservatisme US. Ce sionisme agressif ne gênait pas Kouchner. Et Juppé ? Allions nous retrouver la tradition d'un Chirac apprécié à Ramallah ? Retrouverions nous le même Juppé dont le portrait y avait été affiché ?

De petit déjeuner (France Israël) en diner (du CRIF), il n'y a plus la moindre illusion à se faire.

A titre d'exemple ce début du discours de notre Duc de Rohan au petit déjeuner :

« L'organisation de ce premier petit-déjeuner au Quai d'Orsay n'est pas un hasard.

La Fondation France-Israël est en effet à mes yeux un atout exceptionnel pour faire connaître Israël et la richesse de la société israélienne à l'opinion française comme pour faire vivre en Israël la relation entre nos peuples. C'est également une plateforme

efficace pour jeter des ponts entre toutes les composantes de nos sociétés, au-delà des liens communautaires qui peuvent déjà exister. »

A l'heure où le Tribunal Russell sur la Palestine a établi sans l'ombre d'une hésitation que l'Etat d'Israël était bien coupable du crime d'apartheid (cf à l'agenda la réunion du 5 mars à Talence), malgré la poursuite accélérée de la colonisation de la Cisjordanie qu'il regrette, Juppé n'envisage de sanctions que contre la Syrie et l'Iran. En revanche, c'est sur l'injonction d'Israël et des Etats-Unis que la France ne libère pas Georges I. Abdallah. Et si on vote pour l'adhésion de la Palestine à l'UNESCO, on ne se prononce pas pour son admission à l'ONU, ce qui évite à Obama de faire piteusement usage de son droit de veto.

R.D.

Les Chroniques de Jérusalem : une vision aigüe

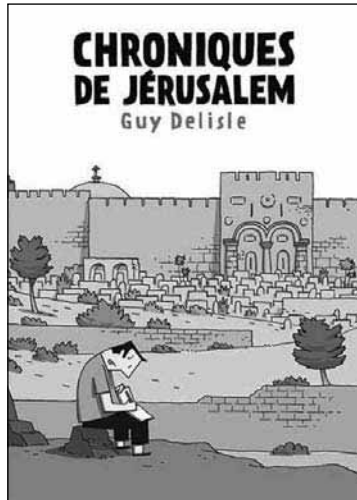
Cela fait plusieurs années déjà que l'on trouve au rayon B.D de véritables récits graphiques, et de plus en plus de reportages apparaissent sous cette forme. Ici nous avons affaire à la forme plus « légère » du carnet de voyage.

C'est par le regard d'un père au foyer de deux enfants que nous regardons Jérusalem. Si l'observateur n'est pas engagé, il n'est pas pour autant innocent. En effet, Delisle est l'auteur de *Pyeongyang* sur la Corée du Nord et de *Chroniques birmanes* réalisés du même point de vue à la fois critique et pragmatique.

À Jérusalem, nous accompagnons l'auteur dans l'extension progressive de son périmètre de vie et nous butons avec lui sur des murs (dans tous les sens du terme). C'est par le quotidien et les détails que prennent chair et réalité des situations connues de celles et ceux qui s'intéressent à la situation du peuple palestinien : statut des résidents à Jérusalem, découpage de la Cisjordanie en zones, mitage par les colonies..., car le caractère non documentaire de l'album ne l'empêche pas de fourmiller d'informations riches et précises.

E.N

Chronique de Jérusalem de Guy Delisle ; ed. Delcourt, coll. Shampooing. 2011. 25 euros. Fauve d'or d'Angoulême - prix du meilleur album 2012.
<http://www.guydelisle.com>



A vos agendas

Semaine anticoloniale et antiraciste
(organisée par D'ailleurs Nous Sommes d'Ici 33)

- **lundi 5 mars** « *Le Tribunal Russell confirme : Israël est coupable du crime d'apartheid* » - Salle des Eclaireurs à Talence en soirée
- **mardi 6 mars** « *Les apports de l'immigration* » - le Rocher de Palmer à Cenon en soirée.
- **mercredi 7 mars** « *Emploi et Migration* » - Athénée Municipal à Bordeaux à 20 h.
- **jeudi 8 mars** « *Lutte pour la régularisation de Guilherme Hauka-Azanga* » - Maison Cantonale de Bordeaux à 20 h., avec la projection du documentaire « *Immigration aux frontières du droit* ».
- **samedi 10 mars** « *Françafrique* » - Utopia Bordeaux, 14h à 18h, avec la projection du documentaire en deux parties « *La raison d'Etat* » (14h) et « *L'argent roi* » (16h).

Gilbert Achcar à Bordeaux

- **jeudi 23 février**, débat sur les soulèvements arabes - Forum des Arts de Talence à 20h15 à l'initiative de Talence ensemble à gauche.

Woerth dépaycé

Deux mises en examen en deux jours début février, à Bordeaux, pour Eric Woerth, ex-ministre et trésorier de l'UMP, plus habitué aux ors de la République qu'aux perquisitions et interrogatoires.

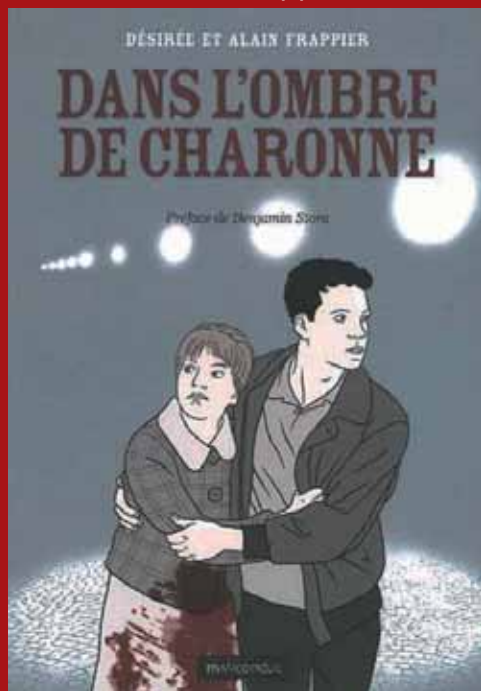
L'affaire est arrivée au tribunal de Bordeaux il y a un an, suite à un « dépaycement » de celui de Nanterre, où pèse le procureur Courroye, ami notoire de Sarkozy. Woerth se retrouve en première ligne, soupçonné de « trafic d'influence passif » (passible de 10 ans de prison) puis de « recel » d'un montant de 150 000 euros en liquide pour financer la campagne de Sarkozy... venant de Bettencourt (jusqu'à 5 ans de prison).

Son avocat a réagi avec toute l'arrogance de son milieu : « *M. Woerth s'insurge qu'on lui demande des comptes sur quelque chose qui n'a pas existé* » ! Devoir rendre des comptes, c'est dépayçant pour ces gens là.

F.M.

Les 9^{èmes} rencontres « la classe ouvrière c'est pas du cinéma » n'oublie pas la BD !

La Guerre d'Algérie : une œuvre civilisatrice ? Deux BD apportent leur réponse : **Octobre noir** traitant des massacres effectués par la Police Française le 17 octobre 1961, écrite par Didier Daeninckx et mise en image par Mako et **Dans l'ombre de Charonne** à propos du massacre du 8 février 1962, sous forme d'une BD biographique de Maryse Douek-Tripier illustrée par Désirée et Alain Frappier.



Toutes les deux se déroulent sur fond de fin de Guerre d'Algérie. Elles traitent de la violence et de la répression policière du pouvoir gaulliste contre les Algériens qui, à l'appel du FLN ce 17 octobre 1961, envahissent pacifiquement la capitale pour protester contre les mesures racistes imposant aux Français musulmans un couvre feu entre 20h30 et 5h30 du matin (plus de deux cents morts ou disparus et des centaines de blessés). Et

quelques mois plus tard, le massacre de Charonne (8 morts, tous communistes et des centaines de blessés là aussi) lors

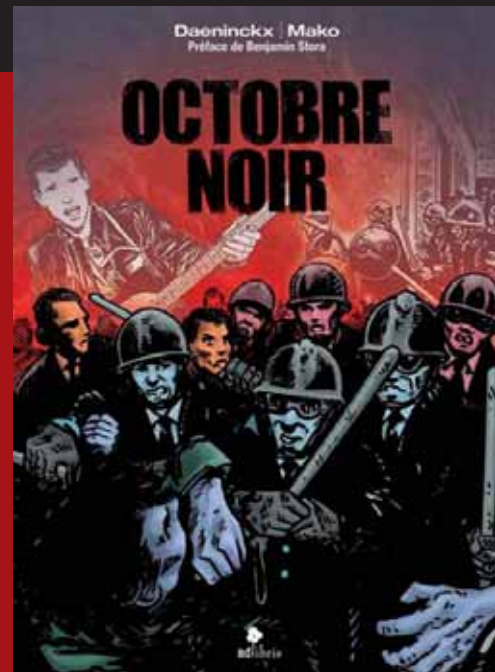
de la manifestation de protestation contre les crimes de l'OAS, à l'appel du PCF, du PSU, de la CGT et de la CFTC, à la veille des accords d'Évian.

Il y a de nombreux points communs entre les deux BD, esthétiquement tout d'abord : si les planches de la première sont en couleurs, l'ambiance y est noire, très noire, dans les deux albums. Ensuite, la mise en scène de l'Histoire à travers le portrait de deux jeunes de milieux culturels et sociaux différents.

Mohand, jeune algérien chanteur de rock nous entraîne au côté de cette foule qui brave l'interdit et revendique pacifiquement l'indépendance de son pays. Ambiance glauque. Paris sous la pluie, le long du canal de l'Ourcq, dans les hôtels pour travailleurs pas encore appelés immigrés, et une violence policière permanente à l'égard des Algériens.

L'autre, c'est Maryse, lycéenne de 16 ans d'origine égyptienne qui, avec le cercle antifasciste du lycée de Sèvres, milite à la fois contre l'OAS et pour sa propre naturalisation. Réunions, débats, ciné-club militant, des lycéens engagés et demain des étudiants enragés face aux crimes du pouvoir gaulliste. Certes les années 60 c'est l'âge d'or du yéyé (on croise Eddy Mitchell et ses Chaussettes Noires) mais c'est aussi l'irruption d'une jeunesse antiraciste avide d'égalité et de justice sociale.

Benjamin Stora préface ces deux ouvrages qui sont documentés de tracts, de rappels et repères histori-



ques ainsi que d'une liste d'ouvrages divers. Sans oublier la liste des victimes tant d'octobre 61 que de février 62. Si aujourd'hui le 17 octobre est reconnu grâce aux ouvrages de Jean-Luc Einaudi et des enfants des victimes comme un des plus grands crimes commis par un gouvernement de la V^{ème} République et sa police, il a été masqué pendant longtemps par Charonne qui a servi, quatre mois avant les accords d'Évian, à la gauche française pour reconstruire une histoire acceptable de son attitude pendant cette guerre commencée 7 ans plus tôt comme le rappelle Benjamin Stora. Autre point commun entre ces deux dates : Maurice Papon, Préfet de Police de Paris, grand civilisateur et responsable de ces massacres qui d'ailleurs ne sont que le prolongement des violences commises sur le sol algérien mais aussi en France comme le 14 juillet 1953 à la Nation (7 tués et des dizaines de blessés). Bien sûr les responsables sont connus mais aucun ne sera poursuivi (les lois d'amnistie successives les couvrant).

Jean-Pierre Lefèvre

Octobre noir - Daeninckx/Mako - Editions Adlibris - 13,50 euros

Dans l'ombre de Charonne - Désirée et Alain Frappier - Editions Mauconduit - 18,50 euros